



Regrouper ne veut pas dire renforcer !

Préalable SNJ au CSE Siège du 10 avril

Un nouveau chef de file pour deux rédactions du Siège (franceinfo.fr et franceinfo TV), et il n'est même pas salarié de France Télévisions ? L'annonce a des faux airs de poisson d'avril, mais non, tout cela est bien officiel : Jean-Philippe Baille (patron de l'info à Radio France) est nommé directeur de projet pour réunir, ou "intégrer", des rédactions nationales de France Télévisions et Radio France.

Simultanément, Xavier Riboulet a été nommé à un poste similaire pour coordonner l'offre de proximité de France 3 et France Bleu.

La suppression des éditions nationales de France 3 est à peine achevée que la direction lance un nouveau projet de restructuration, qui va encore bouleverser la vie des rédactions du Siège.

Au-dessus de ces projets et de ces nominations plane l'ombre de la fusion entre France Télévisions et Radio France. Les présidentes de ces deux entreprises n'aiment pas employer le mot de "fusion", préférant celui, plus délicat, de "rapprochements".

Les salariés du Siège de France Télévisions en ont eu leur dose de rapprochements et des fusions depuis dix ans. Celle des rédactions nationales de France 2 et France 3, dont le SNJ n'a cessé de dénoncer les conséquences éditoriales et sociales, est une blessure encore non cicatrisée.

Avec cette histoire, avec ce passif, comment croire le directeur de l'information quand il tente de rassurer les salariés sur ces manœuvres entre les rédactions de France Télévisions et de Radio France ? Aujourd'hui, un directeur de projet vient donc d'être nommé pour "réfléchir", et "mettre en place" la feuille de route d'un rapprochement.

On parle déjà de déménagements, comme en 2015 avec les "rapprochements" des rédactions nationales. Et si ce n'est pas officiellement une fusion, en tout cas ça y ressemble fort.

Mais dans ces grands projets, quelle place accorde la direction à l'avenir des salariés ? Comment éviter la casse éditoriale et sociale ? Dans tout rapprochement ou fusion, on le sait, il y a une recherche de "doublons", on cherche à supprimer des postes et des éditions. L'histoire récente de France télévisions l'a cruellement démontré.

Mais visiblement, la priorité n'est pas de rassurer les salariés, plutôt de donner des gages aux ministères de tutelle.

Le SNJ a déjà dénoncé ce type de manœuvres politiques. N'attendons pas qu'il soit trop tard pour réagir. Les agendas de monsieur Macron et de mesdames Dati, Ernotte et Veil ne sont pas les nôtres. Le SNJ, et toutes ses sections syndicales de l'audiovisuel public, demandent à madame la Ministre de nous recevoir d'urgence pour que nous puissions lui présenter l'autre chemin possible à emprunter. Celui d'une véritable défense de l'audiovisuel public, pas celui de l'affaiblissement emprunté par beaucoup, depuis si longtemps.

Paris, le 10 avril 2024